

Le Brésil poursuit sa lutte contre le fascisme

Partage international n° 389 - Février 2021

par Thiago Staibano Alves

Avant les élections de 2018, divers secteurs de la société brésilienne avaient manifesté pour protester contre Jair Bolsonaro et les projets que lui et son parti avaient pour le pays. Raciste, homophobe et misogyne notoire, il a été élu malgré la pression de plusieurs groupes - minorités politiques, population indigène, LGBT, noire et féminine. Le régime est arrivé au pouvoir malgré l'opposition tout aussi farouche des personnes économiquement plus vulnérables de la société : les travailleurs (irréguliers ou non), les chômeurs, les sans-abri et les sans-terre, tous directement visés par les réformes annoncées. Les pauvres et les marginaux de la société brésilienne ont compris très tôt l'impact qu'aurait ce gouvernement et ont vu la nécessité de s'organiser et de manifester contre lui.

#EleNão (Pas lui)

La première grande manifestation contre la politique du gouvernement Bolsonaro eut lieu en 2018, quelques semaines avant les élections présidentielles. Elle était organisée par l'un des groupes les plus touchés et les plus attaqués par le candidat : les femmes. En permanence, les femmes étaient victimes d'attaques, de railleries et d'insultes de la part de J. Bolsonaro et de ses partisans. A maintes reprises, ils tenaient des propos honteux, qualifiant de « ratés » les enfants élevés au sein de couples de femmes. Bien avant la campagne électorale, J. Bolsonaro était réputé nourrir des préjugés. Il avait par exemple déclaré à une membre du parti des travailleurs qu'« elle ne méritait pas d'être violée, car elle était très laide. » En réaction, des milliers de femmes au Brésil et dans le monde entier ont créé un mouvement de protestation appelé #EleNão (Pas lui). En septembre 2018, les rues principales des plus grandes villes du Brésil ont été occupées par un grand nombre de manifestants opposés aux déclarations sexistes du candidat. Les manifestants sont également descendus dans les rues pour défendre les droits de la population LGBT et pour protester contre le racisme et les projets de « réformes » du droit du travail et de la sécurité

sociale contenues dans les promesses électorales de son futur gouvernement. Les manifestations se sont déroulées dans tout le pays et ont reçu un soutien international dans des villes du monde entier, comme Berlin, Amsterdam, Paris, Milan, Buenos Aires et New York, en un grand mouvement de solidarité avec les manifestants brésiliens.

Le programme gouvernemental Bolsonaro n'a jamais dissimulé son orientation néolibérale favorable aux lois du marché. Les idées du ministre brésilien de l'Economie, Paulo Guedes, ont toujours été de « réduire les dépenses publiques dans le secteur social », et la privatisation, si possible, de toutes les entreprises publiques brésiliennes. De telles idées ont également été introduites dans la politique éducative par son ministre de l'Education, Abraham Weintraub, qui a réduit de 30 % le budget de l'Etat consacré à l'éducation à tous les niveaux. Ces coupes ont eu un fort effet négatif sur le système éducatif public, entraînant une précarité des moyens dans les écoles et les universités : plusieurs centres éducatifs se trouvèrent incapables de régler leurs factures d'électricité et d'eau, et durent même réduire leur budget de transports scolaires. En outre, la réduction des bourses accordées aux chercheurs universitaires a entraîné l'arrêt de la plupart des recherches scientifiques du pays.

En mai 2019, des milliers de manifestants brésiliens (principalement des étudiants) sont descendus dans les rues pour protester contre ces restrictions, lors de l'une des plus grandes manifestations contre le gouvernement Bolsonaro jamais connues. Des manifestations ont eu lieu dans tous les Etats brésiliens et dans plus de 200 villes. Dans la capitale ainsi que dans les grandes villes, chaque manifestation a rassemblé 200 000 personnes. Des chiffres similaires ont également été observés dans les villes de Belo Horizonte et de Rio de Janeiro. Les manifestations ont connu un tel succès que d'autres marches de protestation ont immédiatement été programmées afin de mettre davantage de pression sur les politiques d'austérité du gouvernement.

Grève générale

Le système de sécurité sociale brésilien (connu sous le nom d'INSS), a été, dès le début, l'une des principales cibles de la dérégulation du marché et des politiques néolibérales du gouvernement. Le dispositif, chargé de fournir à des millions de

Brésiliens des conditions minimales pour une vie digne par le biais de diverses prestations et du système public de retraite, a été sérieusement réduit, principalement par le ministre de l'Économie. Utilisant une fausse logique et la manipulation de l'information, le gouvernement a soutenu que le système public de pension était défaillant et ne disposait plus assez d'argent pour payer toutes les pensions des Brésiliens. Le gouvernement a alors proposé une réforme des retraites qui consisterait, entre autres, à augmenter l'âge minimum de la retraite, à supprimer la contribution des entreprises au système de sécurité sociale brésilien et, enfin, à instituer un système de « capitalisation » des pensions, dans lequel chaque travailleur cotiserait individuellement sur un compte bancaire (sans participation des entreprises ni de l'Etat), et pourrait plus tard, à l'âge de la retraite, effectuer des retraits mensuels, constituant ainsi sa nouvelle pension mensuelle. Cela entraînerait une énorme diminution du montant des retraites des Brésiliens. Le gouvernement a également décidé de diminuer le montant des pensions des travailleurs ruraux, en plus de vouloir relever l'âge minimum de leur retraite.

L'agressivité et la brutalité de ce projet de réforme des retraites ont conduit les syndicats du pays à organiser une grande grève générale en juin 2019. Cette grève a été une réponse forte des travailleurs au régime mettant en danger le système de sécurité sociale brésilien. En plus de la grève, la journée a été marquée par des manifestations sur les réseaux sociaux, #GreveGeral (grève générale) étant l'un des plus commentés sur Twitter. Les manifestants sont descendus en grand nombre dans les rues des principales villes et capitales brésiliennes. Ces protestations populaires ont réussi à empêcher la mise en œuvre des propositions gouvernementales les plus agressives, comme le système de capitalisation et les atteintes au système de retraite rurale.

La politique environnementale du gouvernement Bolsonaro vise à saper les organes responsables de la protection de l'environnement dans tout le pays. Comme le monde en a été témoin, le Brésil a connu les taux de déforestation les plus élevés ces dernières années, principalement dans la région amazonienne. Des milliers de Brésiliens ont rejoint les manifestations mondiales lors de la grève planétaire pour le climat qui s'est tenue en septembre 2019, inspirée par la militante écologiste Greta Thunberg (qui a été honteusement attaquée par des groupes bolsonaristes, et même par certains médias brésiliens ayant des liens étroits avec le gouvernement). Ils ont manifesté dans plusieurs villes brésiliennes, non seulement contre l'absence de politiques

internationales pour contenir le réchauffement de la planète et le changement climatique, mais aussi contre les politiques locales de J. Bolsonaro, détruisant non seulement l'environnement et les forêts primaires brésiliennes, mais aussi la vie, le mode de vie et les habitations de nombreuses populations indigènes. L'Amazonie est menacée par l'accaparement des terres et l'exploitation forestière, tout cela avec le soutien tacite ou la connivence du gouvernement. Le confinement qui dissimule les activités illégales, permet ainsi la destruction des forêts et les appropriations de terres là où vivaient autrefois les populations indigènes protégeant leur environnement.

La Covid-19, Black Lives Matter, et les livreurs

En 2020, la population a maintenu la pression, et les manifestations contre le gouvernement Bolsonaro se sont poursuivies. Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a connu une série de protestations populaires. Les protestations des *penalços* (manifestants tapant sur des casseroles) ont eu lieu, plusieurs jours de suite, principalement en réaction aux déclarations du président concernant les effets du virus, qualifié de « *grippette* ». Les *penalços* ont également protesté contre le retard dans l'accès de milliers de personnes à l'aide financière d'urgence.

Malgré le confinement, des milliers de Brésiliens, portant des masques, sont descendus dans la rue pour soutenir le mouvement *Black Lives Matter*, en solidarité avec les Noirs aux Etats-Unis et au Brésil. J. Bolsonaro est notoirement raciste et la situation de la population noire au Brésil a empiré pendant son mandat.

Les livreurs sont également descendus dans la rue et ont organisé la première grève nationale dans leur secteur pour réclamer de meilleurs droits et plus de sécurité.

Toutefois, il est curieux de constater que le gouvernement Bolsonaro bénéficie toujours d'un soutien important dans le pays, même s'il est peut-être en train de s'amenuiser sous l'effet de la pandémie. Des millions de Brésiliens sont en colère en raison de la réponse désastreuse du gouvernement à la pandémie. Des millions de personnes sont mécontentes de la pauvreté croissante et des coupes budgétaires du gouvernement dans les domaines de la santé, de la sécurité sociale, de l'éducation et de la protection de l'environnement. Les gens craignent que les vaccins anti-Covid arrivent trop tard pour sauver des vies ; le Brésil a déjà perdu 200 000 personnes à cause de la Covid, ce qui a sérieusement affaibli l'économie. Le

programme de vaccination n'a pas encore commencé et le gouvernement semble être dans le déni.

La voix du peuple au Brésil sera-t-elle suffisante pour renverser le régime en place ? « *Nous sommes ici parce que nous voulons vivre. Nous sommes ici aujourd'hui parce que nous sommes fatigués de cet Etat génocidaire. Nous sommes ici pour affirmer : plus jamais ça, plus jamais,* a déclaré Santiago, militant. *Nous devons montrer à quel point nous sommes en désaccord avec sa politique,* poursuit un enseignant stagiaire. *Tout son jeu politique est basé sur de fausses allégations et des mensonges.* »

Protestant contre les incendies et la destruction de l'Amazonie, un manifestant a déclaré : « *Pour moi, c'est surréaliste, je n'arrive pas à croire que cela se produise. Il est absurde que [...] les gens puissent soutenir cela comme si c'était totalement normal et*

non pas comme un crime et quelque chose qui pourrait affecter l'ensemble de l'humanité. »

Embrassant toute la gamme des injustices sociales et faisant preuve d'une solidarité totale avec tous les groupes sociaux du Brésil, des groupes d'étudiants ont scandé : « *Je suis étudiant, je n'abandonnerai pas la sécurité sociale et l'éducation et Travailleur, je suis de votre côté, notre avenir ne sera pas privatisé.* »

Brésil Auteur : Thiago Staibano Alves, correspondant de Share International, résidant à São Paulo (Brésil).

Sources : voanews.com ; theguardian.com

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : De nos correspondants